Rapport de la commission sociale et de la jeunesse chargée d'examiner la motion de Mme Sandrine Salerno et M. Didier Bonny, renvoyée en commission le 12 octobre 2005, intitulée: «De l'opportunité d'élargir les heures d'ouverture des maisons de quartier».

Rapporteur: Mme Catherine Hämmerli-Lang.

La commission sociale et de la jeunesse s'est réunie les 10 novembre, 15 décembre 2005, 26 janvier et 16 février 2006 sous la présidence de M. Didier Bonny. Le rapporteur remercie Mme Jacqueline Meyer pour les excellentes notes de séances.

Rappel de la motion

Considérant:

- le rôle central, pour les familles et les habitantes et habitants des quartiers, des structures d'animation socioculturelle dans la prise en charge des enfants et adolescents, le renforcement du tissu social, l'invitation à la rencontre, à l'échange et à la solidarité;
- l'augmentation des besoins de prise en charge, d'encadrement et d'animation à laquelle doivent faire face l'ensemble des structures sises en ville;
- l'intérêt pour les pouvoirs locaux de soutenir ces structures et de les aider à se développer;
- les efforts que la Ville de Genève développe déjà dans ce sens,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à entamer une large discussion avec les comités et professionnels des espaces d'animation socioculturelle de la Ville de Genève, afin d'évaluer dans quelle mesure il serait possible d'étendre l'offre existante aujourd'hui, notamment en favorisant une ouverture durant les week-ends et les vacances scolaires.

Séance du 10 novembre 2005

Audition de Mme Sandrine Salerno et de M. Didier Bonny, motionnaires

En préambule, le président précise qu'il laissera la parole à Mme Salerno, bien qu'il soit coauteur de la motion, car il préside la séance.

Mme Salerno informe la commission qu'il existe un site de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe) sur internet (www.fase.ch), site qui rappelle

que, en ville de Genève, il y a 14 centres et deux maisons affiliés en tant que centres de loisirs et centres de rencontres; toutes les maisons de quartier sont subventionnées.

Sur les 37 centres et maisons de quartier dispersés dans le canton, 16 (14 + 2) sont situés sur le territoire de la Ville de Genève. Ces maisons jouent un rôle important d'animation socioculturelle dans les quartiers, à la base pour les enfants et adolescents et, par la suite, avec des accueils tous publics.

Dans l'histoire de ces maisons de quartier, il y a des différences entre les prestations et axes sur lesquels elles travaillent. Dans le cadre de cette motion, il faudrait proposer un encadrement socioculturel de qualité qui supplée à un travail qui se faisait dans le cadre familial.

L'idée des motionnaires était de dire: en 2005, est-ce que le fonctionnement des maisons de quartier correspond aux besoins de la population? Mme Salerno a entendu le conseiller administratif concerné dire qu'il était temps de discuter de la prise en charge de ces maisons par la Ville, notamment pour en modifier les heures d'ouverture.

Lorsque l'on regarde la politique développée à l'égard de la jeunesse, on se rend compte que c'est un public qui est largement désavantagé et qu'il faut réfléchir aux heures d'ouverture.

Discussion

S'agit-il d'élargir les heures d'ouverture ou de les modifier?

Dans le premier cas, cela entraînerait de nouvelles dépenses.

Mme Salerno proposait d'entamer de larges discussions avec les employés bénévoles. C'est aussi au politique de décider, si cette motion est acceptée, de quelle structure il désire doter ces maisons. Malgré une augmentation des coûts, l'argent ainsi investi serait un plus pour la population adolescente.

M. Bonny estime que l'élargissement des horaires pourrait contenir des modifications au cours de la semaine.

Au départ, dans les années 1950, c'était des maisons de jeunes et, aujourd'hui, des maisons de quartier submergées de demandes pour les enfants.

L'intérêt de l'étude de cette motion à la commission sociale et de la jeunesse est de pouvoir auditionner les personnes ou groupements concernés par le problème posé. La FASE est une structure administrative. Si la Ville décidait des modifications en octroyant certains moyens, la FASE n'aurait pas grand-chose à dire.

M. Bonny ajoute que les motionnaires se sont projetés dans le futur et qu'il serait pertinent de procéder aux auditions susceptibles d'aider à la formulation d'une demande précise au Conseil administratif.

Il ajoute que ce sont les comités de chaque association qui décident des horaires d'ouverture de ces maisons.

Mme Salerno estime que les maisons de quartier ont atteint leurs limites. Ces maisons peuvent être un lieu pour les jeunes en rupture et peuvent jouer le rôle de lieux de refuge pour les populations vulnérables. Il y a toute une politique à mettre sur pied de manière urgente. La motion n'est pas vraiment faite pour ce genre de population, mais ces maisons peuvent jouer ce rôle de refuge.

Quelle classe d'âge les motionnaires désiraient-ils viser par cette motion?

Des adolescents de 10 à 16 ans pour M. Bonny, des enfants dès 7 ans pour Mme Salerno.

Existe-t-il une association des animateurs?

Non.

Différentes auditions sont demandées.

Séance du 15 décembre 2005

Audition de la coordination des centres de la Ville de Genève, soit: M. J.-P. Keller, président de l'Association de la Maison de quartier de Saint-Jean; M. Tanaka, président de l'Association du Centre de rencontres pour adolescents des Eaux-Vives; M. D. Arnoux, animateur à l'Association pour l'animation des quartiers des Grottes, des Croupettes et de Montbrillant «Pré en Bulle»; M. S. Vuataz, coordinateur de la Maison de quartier des Acacias

Un document expliquant le travail qui se fait dans chaque quartier se trouve en annexe du rapport.

Le président demande aux personnes auditionnées ce qu'elles pensent de la motion M-535 et attend leurs réactions afin de connaître l'avis de professionnels.

M. Tanaka explique que chacun des 14 centres n'a pas les mêmes activités. Le Centre de rencontres des Eaux-Vives est déjà ouvert tous les samedis. Lors de manifestations, ce sont les centres de loisirs des quartiers concernés qui en sont la plaque tournante.

On se rend compte que, suivant les saisons, les lieux qui n'ont pas d'ouverture sur l'extérieur ne sont pas très fréquentés.

M. Keller précise que, en fonction des lieux, il y a des activités diverses attirant une population mélangée, bien qu'il n'y ait pas d'heure d'ouverture prévue. On change d'accueil en fonction des événements. Il se demande si, en ouvrant davantage les lieux, on n'enlèverait pas une prérogative revenant aux parents. Les responsables ne se sont pas attachés, jusqu'à ce jour, à prévoir une ouverture plus large. Toutes les maisons de quartier qui peuvent mettre des locaux à disposition sont pratiquement

toutes ouvertes durant le week-end, sur réservation. A leurs yeux, les demandes sont ainsi satisfaites.

M. Vuataz ajoute que les maisons de quartier ne peuvent pas tout faire, même si elles disposaient de plus de moyens. Chaque association ainsi que les professionnels sont à l'écoute de ce qui se passe dans leur environnement et des projets peuvent voir le jour. La Délégation à la jeunesse les soutient bien et il est vrai que, avec plus de moyens, il leur serait probablement possible de faire aboutir plus de petits projets.

Le travail socioculturel doit se faire avec les jeunes et leurs familles. Pour y parvenir, il faut se retrouver pour passer des moments conviviaux, c'est la base de leur travail et ils ne veulent pas y renoncer.

La Maison de quartier des Acacias met à disposition ses salles le samedi et le dimanche, ce qui représente quelques 60 locations par année.

M. Arnoux cite un projet en cours, soit la rédaction d'une convention. Quelque 10 institutions sont ouvertes le dimanche par la mise à disposition de leurs locaux. Si l'on parle de moyens supplémentaires, ils pourraient disposer de plus de marge de manœuvre dans l'élaboration de projets ponctuels.

M. Vuataz pense qu'il n'est peut-être pas utile d'étendre les heures d'ouverture, mais les animateurs doivent aller à la rencontre des jeunes du quartier. Les animateurs ne voient aucune difficulté pour travailler le dimanche. Les moyens nécessaires se situent au niveau des ressources humaines à mettre à disposition.

Il y a souvent des problèmes de voisinage en fonction des activités qui se déroulent dans la maison de quartier (Acacias) et prévoir d'étendre ces heures d'ouverture pourrait les accroître.

Le président (motionnaire) aimerait entendre parler d'occupations offertes durant le temps libre, soit pendant les vacances scolaires, indépendamment des centres aérés.

M. Arnoux explique que les centres aérés visent les enfants de 4 à 12 ans. C'est une prise en charge et la plupart des forces du centre sont mobilisées. Le centre aéré demande plus de moyens. Des ouvertures pour ados pendant les vacances sont relativement fréquentes.

M. Keller cite la Grève, qui pratique un accueil pour ados et qui est très bien fréquentée. Il y a aussi un essai de créer un lieu d'accueil durant les vacances de février et d'octobre. Ils ont mis en place un abri qui rencontre beaucoup de succès. Il y a aussi des activités qui se déroulent dans les salles de gym qui sont mises à disposition entre 18 et 20 h.

Discussion

Un commissaire voyait dans le rôle des maisons de quartier des possibilités de loisirs qui ne peuvent pas être développées au niveau des familles. Or on assiste à un changement de gardiennage et d'occupations.

M. Arnoux dirait que, en travaillant dans un quartier, il faut que le local soit ouvert à tous. Un travailleur social pourrait avoir tendance à ne s'intéresser qu'à une tranche d'âge.

Le fait de disposer de plus de moyens résoudrait certains problèmes, mais certains jeunes font le choix de fréquenter la rue, car ce n'est pas un espace institutionnel. Les animateurs ne sont pas des professeurs, ni des gendarmes. Ce qu'ils peuvent faire de mieux, ce sont des centres aérés, car des liens de grande qualité peuvent se tramer avec des enfants, mais il ne cache pas qu'ils s'aperçoivent aussi que la tension monte.

M. Vuataz indique qu'il y a peu de lieux ouverts, avec simplement un accueil sans que rien d'autre ne soit offert. Dans une maison de quartier, on travaille avec une population hétérogène. C'est vrai qu'ils reçoivent beaucoup de tâches à accomplir, mais ils sont aussi preneurs.

Le même commissaire trouve intéressant d'assister à la mutation d'une société quand on parle d'accueil libre plutôt que sur inscription.

M. Keller confirme que, avec un accueil libre, il y a une moyenne de 24 à 30 enfants par mercredi. Cela touche un groupe beaucoup plus grand dans l'ensemble que sur inscription.

Sous quelle forme se pratique l'aide apportée par la Délégation à la jeunesse?

Soutien de leurs demandes de budget. Des expositions se sont montées très vite, grâce à l'aide financière apportée par la délégation, de même que celle du Département de l'instruction publique. Le rôle de la Délégation à la jeunesse est très appréciable, car elle peut être très rapide, suivant les événements à couvrir.

Si l'extension du travail du dimanche devait voir le jour, est-ce que cela changerait le travail des maisons de quartier?

M. Keller rappelle les difficultés avec le voisinage lors de l'occupation des salles pendant le week-end. Le problème du bruit ne se limite pas aux maisons de quartier.

Comment cela se passe-t-il avec les travailleurs sociaux hors murs?

M. Vuataz, pour la Maison de quartier des Acacias: il n'y a pas de travailleur social hors murs qui intervient. Pour l'instant, il se charge de la population des 20 à 30 ans.

M. Arnoux collabore beaucoup sur des projets événementiels. Il partage des permanences; une coordination ados a été mise en place sur la région des Pâquis. Ils essaient le plus possible de travailler sur l'autonomisation du quartier.

Ont-ils connaissance d'enfants à la rue?

M. Keller dit que, souvent, des enfants viennent seuls à la Maison de quartier de Saint-Jean, pour simplement rester dans un lieu. Souvent l'animateur rencontre l'enfant à la maison tard le soir, mais, les locaux étant ouverts jusqu'à 22 h, bien des enfants viennent seuls et cela peut devenir un problème crucial suivant les quartiers.

M. Vuataz confirme que, aux Acacias, il y a des enfants à la rue. Ils viennent à la maison de quartier. Ce que l'on constate, c'est que ces enfants ont des parents qui sont dépassés.

Existe-t-il des collaborations avec les unités d'action sociale communautaire de proximité (UAC) et quels seraient les désirs de ces personnes pour faire face à une surcharge de travail rencontrée à certains moments?

M. Arnoux explique que des groupes de travail existent dans la plupart des quartiers et que de très bons contacts existent entre les UAC et les maisons de quartier. Pré en Bulle travaille sur plusieurs projets avec les UAC. Il faut relever que les UAC s'intéressent aussi à des projets concernant les personnes âgées.

M. Tanaka poursuit un travail spécifique qui touche à la prévention de la drogue avec les UAC.

M. Vuataz confirme qu'aux Acacias il collabore beaucoup avec les UAC et il aimerait relever que, parfois, les animateurs sont mal perçus par certains conseillers municipaux.

En voulant suivre la motion, ne va-t-on pas créer d'autres problèmes à certaines familles?

M. Vuataz répète que les associations sont à l'écoute de ce qui se passe dans les quartiers et incite à faire confiance à ce qui est demandé par les associations.

M. Arnoux a envoyé un projet à M. Manuel Tornare concernant la villa Baulacre. Le projet de décroisonner la maison est fait pour répondre à une demande très aiguë. Le prêt de salles se fait toujours plus pressent dans les quartiers.

Le président comprend que ces personnes seraient tout à fait d'accord que la Ville puisse offrir des moyens supplémentaires pour dédoubler les heures d'ouvertures, si nécessaires, en fonction des demandes des associations.

Il est répondu affirmativement et M. Arnoux ajoute que la Délégation à la jeunesse doit pouvoir disposer de moyens pour répondre rapidement à des demandes ponctuelles.

Une commissaire a été frappée de lire que les filles ne trouvaient pas leur place dans les maisons de quartier. Est-ce une réalité vécue par ces personnes?

M. Vuataz confirme ces propos. Les garçons prennent beaucoup de place et M. Vuataz dirait que les adolescentes ont besoin d'être bousculées pour ne pas se laisser dépasser par les garçons.

Y a-t-il une raison à cela?

M. Keller travaille beaucoup sur le renouvellement de la population des adolescents. Les filles arrivent toujours en groupes, jamais seules. Un travail est en cours, avec l'aide de la délégation, afin de monter un spectacle qui fait allusion à la violence; la collaboration entre filles et garçons est bonne.

M. Arnoux prétend qu'un animateur qui tient les rênes de son local évite la déviance et il est vrai qu'un local à autogestion ne serait pas très fréquenté par des filles.

M. Tanaka dispose de plus d'animatrices que d'animateurs et conduit une formation sur le respect entre filles et garçons. La fréquentation des cours est mixte.

Les personnes plutôt âgées sont-elles admises et fréquentent-elles les maisons de quartier?

M. Keller cite Saint-Jean où des activités sont organisées par et pour les aînés. Cela se fait en lien avec le centre d'action sociale et de santé du quartier.

M. Vuataz indique que le travail contre l'insécurité et la solitude est quelque chose d'immense.

M. Tanaka explique que, aux Eaux-Vives, ils ont une spécificité entre personnes âgées et adolescents: ils essaient de travailler plus en lien entre tous. Il conduit une expérience autour des repas.

Séance du 26 janvier 2006

Audition de M. Manuel Tornare, maire, et de M. Sami Kanaan, directeur adjoint du département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement

M. Tornare rappelle que, en mars 2000, il avait été organisé une journée sur le thème de la jeunesse, avec M. Claudio Deuel. Ce dernier n'était pas encore nommé délégué à la jeunesse. M. Tornare avait déclaré, à cette occasion, qu'il était anormal que les maisons de quartier soient fermées pendant le week-end et ouvertes le lundi.

Depuis lors, la Délégation à la jeunesse a été créée et il n'a cessé de répéter qu'il faut aller dans ce sens.

M. Kanaan aimerait rappeler qu'il y a des réalités très différentes d'un centre à l'autre et qu'il s'agit d'associations. Ces centres disposent d'un cadre commun qui est la charte, mais il y a une mission orientée jeunes et enfants (centres aérés et les mercredis), et une mission de proximité qui est plutôt une attente des communes. L'équilibre entre les deux n'est pas évident. La Ville de Genève finance les postes d'animateurs, les autres communes financent les activités.

Un travail avec les centres, les éducateurs et les travailleurs hors murs est en cours, afin qu'un diagnostic soit fait par quartier et que chacun sache ce que fait l'autre, cela dans le but de définir un projet commun. Le fait de travailler ensemble deviendra une mission.

On peut discuter du modèle associatif, les règles de contrôle viennent d'être uniformisées. Il n'y a pas de solution uniforme.

Discussion

Un commissaire trouve que le résumé reflète bien ce qu'ont dit les responsables des maisons de quartier. Ce n'est plus un problème d'horaire, mais d'organisation et de travail sur un projet.

En sachant que les maisons de quartier sont submergées par les demandes de prise en charge des enfants, est-ce que la Ville envisage d'augmenter les postes?

M. Tornare ne peut répondre sur ce point, puisque le problème de la FASE se pose.

Une spécificité de la Ville est que l'on paie 50% des salaires des animateurs. On pourrait se demander s'il ne faudrait pas répartir cette dépense de manière différente.

M. Kanaan ajoute qu'il faut mieux utiliser les synergies possibles.

Ne faudrait-il pas que ce soit la FASE qui pilote la question des besoins, afin de savoir comment y répondre?

Tant que l'on ne changera pas la structure actuelle de la FASE, on n'y arrivera pas.

Comment faire afin de réserver des locaux pour les habitants?

M. Kanaan indique que la Délégation à la jeunesse est en recherche constante de locaux. Cela ne se fait pas aux frais de locaux pour habitants.

Serait-il possible d'entrevoir la mise à disposition de locaux d'écoles pour les maisons de quartier?

M. Tornare poursuit une politique de récupération de lieux.

M. Kanaan peut imaginer que la question des restaurants scolaires peut être évaluée.

Séance du 16 février 2006

Cette séance est uniquement consacrée au vote de l'invite modifiée.

Mise aux voix, la motion amendée est acceptée par 10 oui (Alternative, 1 DC, 1 R) et 5 abstentions (2 UDC, 3 L).

PROJET DE MOTION AMENDÉE

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à entamer une large discussion avec les comités et professionnels des espaces d'animation socioculturelle et les différents acteurs présents dans les quartiers de la ville de Genève (travailleurs sociaux hors murs, unités d'action sociale communautaire de proximité, etc.), afin de renforcer les interactions et collaborations entre eux, le but étant de développer des projets communs qui répondent aux besoins spécifiques des quartiers, notamment en direction des jeunes, par exemple en favorisant une ouverture durant les week-ends et les vacances scolaires de certaines maisons de quartier.

Annexe mentionnée

LES MAISONS DE QUARTIER, CENTRES DE LOISIRS ET DE RENCONTRE DE LA VILLE DE GENEVE

Animation socioculturelle et promotion de la citoyenneté

Dans la planète quartier, des personnes se sentent citoyennes et solidaires. Elles sont confrontées à des problèmes concrets de qualité de vie. Que peuvent-elles faire de leurs avis et de leurs idées, de leurs projets collectifs et de leurs propositions, de leurs doléances et de leurs reproches, de leurs questionnements?

Devenir membre de l'association, voire membre du comité du centre établi dans son quartier est un moyen de **prendre une part active à la vie de la cité**.

Avec l'appui que la Ville apporte aux associations des Maisons de quartier, des Centres de Loisirs et de Rencontres, elle leur permet de concrétiser des projets, de passer à l'action, de réaliser un travail de prévention des tensions sociales, de mettre les compétences individuelles au service de l'intérêt général et, en qualité d'antenne et de relais des besoins locaux, d'être un interface entre la société civile et les pouvoirs publics.

Comment sont organisés les centres

Les associations des centres apportent des valeurs essentielles et de la pertinence aux projets d'animation, elles ancrent les centres dans leurs quartiers. Elles sont apolitiques, religieusement neutres et elles accueillent chacun, sans discrimination ni contrôle. En matière de citoyenneté, elles sont promotrices de **la participation des habitants à leur qualité de vie et au maintien du lien social**. En ce sens, les associations se donnent des objectifs, proposent et réalisent un grand nombre d'actions en conséquence.

Leurs comités bénéficient de la collaboration importante de professionnels qualifiés. Cette collaboration augmente la qualité et la quantité des actions. La qualité, par la complémentarité des savoirs entre bénévoles et professionnels ; la quantité, qui permet aux centres de devenir des lieux importants pour de nombreux habitants des quartiers concernés.

Les prestations à la population que proposent les Maisons de quartier, les Centres de Loisirs et de Rencontres sont, pour un grand nombre, d'une utilité bien reconnue en Ville de Genève. Que leurs activités soient des prestations ou des actions émanant des habitants, elles sont organisées dans un souci constant de participation et d'intégration.

Par leurs actions, les centres bénéficient d'un contact permanent avec la **réalité locale**. Leur autonomie permet une **adaptation souple, rapide** et la mise en œuvre d'actions d'animation socioculturelle et socio-éducative d'autant plus pertinentes.

Les 14 centres de la Ville de Genève s'organisent au sein de leur coordination pour avoir des échanges réguliers au sujet de leurs pratiques et pour débattre de questions qui les concernent. Des collaborations entre centres de quartiers voisins permettent aussi à certaines activités de se coordonner dans un souci de complémentarité.

LES INSTITUTIONS

Les Maisons de quartier, les Centres de Loisirs et de Rencontres sont subventionnés par le Département des affaires sociales des écoles et de l'environnement de la Ville de Genève via la délégation à la jeunesse. Certaines de leurs activités sont également financées par la participation des usagers.

Elles disposent de personnel salarié par des subventions communales et cantonales (Département de l'Instruction Publique, Office de la jeunesse). La FASE (Fondation pour l'animation socio-culturelle) gère l'ensemble du personnel travaillant dans nos lieux. La FASE est composée de quatre groupes de partenaires, soit : des représentants de l'Etat de Genève ; des représentants des communes genevoises, dont la Ville de Genève ; des délégués de la FCLR (Fédération des centres de loisirs et de rencontres) représentant les associations ; des délégués des professionnels à travers les syndicats représentatifs des employés des Maisons de quartier, Centres de loisirs et de rencontres.

LES ACTIVITES DEVELOPPEES PAR LES CENTRES

ENFANTS ET PREADOLESCENTS

Accueil libre et gratuit après l'école et les mercredis. Accueil sur inscription les mercredis et centres aérés pendant les vacances scolaires.

- * activités créatrices (musicale, manuelle, cuisine etc.)
- * jeux
- * fêtes
- * activités sportives
- * cours et ateliers

ADOLESCENTS

Ecoute, échanges, prévention, dans le cadre d'accueils libres ou de sorties sur inscription.

- * convivialité (préparation de repas, jeux collectifs etc.)
- * aide aux projets (fêtes, voyages etc.)
- * sorties sportives, culturelles, ludiques
- * cours et ateliers divers (musique, DJ, informatique etc.)
- * soutien dans les démarches administratives (C.V., soutien scolaire, médiation etc.)
- * petits jobs

AINES

Ecoute, échanges, rencontres entre générations

- * espaces de rencontres (débat, activités, repas festifs, thés dansants, bal-musette etc.)
- * sorties culturelles ou sportives
- * accompagnement administratif ou logistique

TOUT PUBLICS

Culturel :

- * spectacles (concerts, théâtre, danse)
- * expositions
- * festivals
- * débats/informations
- * Cours et ateliers

Festif :

- * fête du quartier
- * escalade
- * bonhomme Hiver
- * parades
- * repas de quartier

Accueil et informations :

- * permanences (relais d'informations culturelles et sociales)
- * services (mise à disposition de locaux, de matériel...)
- * écoute et relais des demandes individuelles et/ou collectives, "place du village" du quartier

Travail en réseau et démocratie participative

- * médiation de quartier
- * coordination d'associations
- * soutien logistique et collaboration à des projets d'habitants

14 CENTRES EN VILLE DE GENEVE

- Maison de quartier des Acacias
- Maison de quartier Asters – Servette
- Espace de rencontre et d'activités adolescents des Eaux-Vives
- Maison de quartier de Champel
- Maison de quartier de Chausse-Coq
- Maison de quartier des Eaux-Vives
- Centre de loisirs des franchises – Villars – Vieussieux
- Maison de quartier de la Jonction
- Maison de quartier des Pâquis
- Les Créatellers
- Maison de quartier de Plainpalais
- Maison de quartier de St-Jean
- Association pour l'animation des quartiers des Grottes – Cropettes – Montbrillant : Pré-en-bulle